



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Chemin de Guiteronde
CS 10022
33550 Villenave-De-Rions

Références : 2026/059
Code AIOT : 0006802426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté 27, Chemin de la Menude ZI En Jacca BP 96 31772 Colomiers. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait notamment suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/09/2025 relatif aux exercices de défense contre l'incendie. Elle a également examiné la gestion des équipements sous pression sur le site ainsi que sur certaines thèmes de l'arrêté préfectoral d'autorisation (risque incendie, risque électrique, piézomètres).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- 27, Chemin de la Menude ZI En Jacca BP 96 31772 Colomiers
- Code AIOT : 0006802426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AFM Recyclage, située 27 chemin de la Ménude à Colomiers et Plaisance-du-Touch, exploite une plate-forme de recyclage et de valorisation de déchets métalliques, de véhicules hors d'usage et de déchets d'équipements électriques et électroniques, implantée sur un terrain de 6,6 ha.

Ce centre de tri / transit / regroupement de déchets non dangereux et dangereux est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 (re-codification le 31 mai 2012), modifié et complété les 5 avril 2016 et 3 août 2016.

Sont autorisés sur le site :

- une activité de transit de métaux et de résidus de broyage automobile,
- une activité de stockage et dépollution de véhicules hors d'usage,
- une activité de broyage et tri de déchets industriels,
- un broyeur, un pré-broyeur, une cisaille, une presse,
- une activité de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut,
- un stockage de chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés,
- un stockage de pneumatiques usagés issus de la dépollution des VHU,
- une activité de stockage et emploi d'acétylène,
- une installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables,
- une déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers.

L'établissement relève de la directive IED (rubrique n°3532) pour l'activité de valorisation de déchets non dangereux non inertes (traitement par broyage de déchets métalliques issus notamment de DEEE et de VHU).

En plus de la rubrique n°3532 susmentionnée, le site est classé :

- à autorisation au titre des rubriques n°2718.1, 2790, 2791.1 et 2792.1a,
- à enregistrement au titre des rubriques n°2711.1, 2712.1 et 2713.1,
- à déclaration au titre des rubriques n°1185.1b, 2710.1b et 2714.2.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En plus des constats repris dans les fiches ci-après, il est à noter que :

- le compresseur présent sous abri au niveau de la dépollution des VHU (COINOXX-ITALY / V500L et PS 11 bar) indique sur sa plaque constructeur : $T_{min} = -10^{\circ}C$ et $T_{max} = +120^{\circ}C$. **Au vu des épisodes de froid de janvier 2026, l'exploitant doit vérifier qu'aucune dégradation de cet équipement n'est à constater. Une inspection, voire une requalification, sont à prévoir le cas échéant.**
- l'exploitant a indiqué qu'il avait contractualisé avec l'éco-organisme "recycler mon véhicule", dans le cadre de la REP VHU, l'attestation de contrat doit être transmise à l'inspection sous un délai d'un mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 05/11/2009, article 7.7.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Propreté	Arrêté Préfectoral du 05/11/2009, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice incendie	AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1er	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/11/2009, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 2 faits sans suite ;
- 6 faits avec suites, avec des demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives.

Cette inspection a permis de constater que la mise en demeure du 04 septembre 2025 est respectée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/09/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 6 - AM du 22/12/2023 modifié</u></p> <p>[...]</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé en présence du SDIS le 13 octobre 2025. Un compte-rendu a été établi par l'exploitant.</p> <p>Sur la base de ces constats, il est considéré que <u>la mise en demeure est respectée.</u></p>

<p>Parmi les actions d'amélioration proposées, on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification des personnes salariées de l'entreprise DERICHEBOURG : Responsable d'évacuation, Responsable d'évacuation, guide file / serre file etc. • Mettre un plan A3 du site en couleurs dans le coffret PDI accroché à l'entrée du site. • Renforcer les dispositifs de communication interne (radios à l'accueil).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le site ne comporte que des compresseurs comme ESP. La liste présentée n'est pas constituée de tous les items précisés à l'article 6.III.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a fait le choix de ne pas requalifier ses ESP, qu'il préfère remplacer par un équipement neuf tous les 10 ans, avant l'exigence de requalification périodique. Les dates de mise en service des ESP du site confirment ce point. Toutefois, ce n'est pas le cas pour le compresseur SOME (SECHEUR FRIGO DE018), voir fiche de constat n°3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la liste complétée des appareils à pression de son établissement. Les informations suivantes sont en effet manquantes : types d'ESP ; régime de surveillance (dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspections périodiques (IP) ; dates de réalisation de la dernière et de la prochaine requalifications périodiques (RP).</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que, conformément à l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/11/2009, <i>[il doit prendre] toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.</i> En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant de justifier, par une analyse coûts-avantages, son choix d'éliminer systématiquement tous ses ESP</p>

avant requalification périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a été contrôlé pour le sécheur FRIGO (type DE018, marque MTA, N° série 2200163021) mis en service en novembre 2010 et contrôlé par SOME industries (31 - St Jean). La dernière fiche d'intervention, en date du 4/02/2025, a été présentée. Elle ne présente pas d'observation spécifique.</p> <p>La fréquence d'inspection périodique n'est pas précisée sur le compte-rendu, ni sur le tableau ESP du site.</p> <p>Concernant le compresseur VHU (mis en service en 2021, modèle CC507-D), la notice et la certification CE ont été présentées. Des inspections ont eu lieu le 05/08/2024 et le 04/02/2025 par SOME Industries. La notice de cet équipement précise qu'il est nécessaire de faire des inspections</p>

toutes les semaines, tous les mois et tous les 6 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le régime de surveillance des ESP est à préciser (cf. fiche de constat n°2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de rapport de requalification périodique pour le sécheur FRIGO (type DE018, marque MTA, N° série 2200163021) alors que cet équipement a été mis en service en novembre 2010. Les documents de suivi seraient conservés par le contrôleur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Le dernier rapport de requalification périodique pour le sècheur FRIGO (type DE018, marque MTA, N° série 2200163021) est à transmettre à l'inspection. A défaut, une mise en demeure sera proposée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2009, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux poteaux incendie d'un débit minimal de 180 m³/h disponible en toute circonstance, pendant une durée minimale de 2 heures ; • d'une cuve de 25 000 litres équipée d'une pompe haute pression (12 bar) avec raccord normalisé pour lance à incendie ; • d'une cuve de 50 000 litres équipée d'une pompe haute pression avec raccord normalisé pour lance à incendie ; • de 5 bornes d'incendie privées (contrôlées par ISOGARD) installées en divers points du site, directement piquées sur le réseau de distribution d'eau ; • de 14 robinets d'incendie armé situé à divers points du site ; • d'un parc de 40 extincteurs ; • de réserves de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque et de pelles. <p>Les prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</p> <p>Les extincteurs et les moyens de lutte contre l'incendie en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles (pneumatiques et plastiques), des postes de chargement et de déchargement des produits inflammables et déchets de broyage.</p> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés en juillet 2025.</p> <p>Le dernier contrôle RIA et poteaux incendie (PI) a été réalisé le 15/07/2025. Les 2 PI présentent respectivement des débits de 74 et 80 m³/h. Une mesure en simultané des 2 PI n'a pas été faite.</p>

<p>Lors de la visite du site, il a été constaté que le RIA présent sur la zone de dépollution VHU est fuyard. L'exploitant explique que c'est dû à la période de froid intense de janvier. L'inspection a rappelé que les équipes de lutte incendie doivent être efficaces en tout temps et qu'en conséquence ils doivent être protégés contre le froid. Une réparation est programmée. Aucun autre RIA du site n'a été endommagé par le gel.</p> <p>Le registre sécurité a été présenté. La vérification du système de désenfumage a été faite en juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du débit délivré par les PI du site, en simultanée notamment. L'exploitant informe l'inspection de la réparation du RIA endommagé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2009, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de déchets en bordure du site. Afin de maintenir les abords du site propres, l'exploitant envisage de mettre en place un filet pour retenir l'envol de déchets légers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de la mise en place d'un filet contre l'envol des déchets légers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2009, article 7.3.3</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.
Constats : Le rapport annuel Q18 a été présenté. Le dernier rapport Q19 (du 28/02/2024) a également été présenté. Les installations électriques ont été contrôlées en juin 2025. 2 observations ont été levées en juillet 2025. Une vérification par thermographie IR a été faite en juillet 2025. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire

<p>ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le piézomètre présent à l'ouest de la zone MNF est capoté mais n'est pas fermé à clé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à interdire l'accès aux piézomètres de son site par un dispositif de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>